

PIERRE GASSELIN, SYLVIE LARDON,
CLAIRE CERDAN, SALMA LOUDIYI,
DENIS SAUTIER, COORD.

Préface de Jan Douwe van der Ploeg

NATURE ET SOCIÉTÉ

COEXISTENCE ET CONFRONTATION DES MODÈLES AGRICILES ET ALIMENTAIRES

UN NOUVEAU PARADIGME
DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ?



éditions
Quæ

Introduction de la partie I

LA SPÉCIALISATION PRODUCTIVE ET TERRITORIALE : FACTEUR DE BLOCAGE OU DE RESSOURCE ?

Pierre Gasselin, Denis Sautier

La première partie de cet ouvrage concerne la spécialisation et la diversification, concepts couramment utilisés pour qualifier les processus économiques ou écologiques de différenciation des systèmes agricoles et alimentaires. Ces concepts peuvent également s'appliquer aux transformations du territoire, selon que celui-ci évolue vers la domination d'une activité productive ou au contraire vers une plus grande pluralité des fonctions. Nous définissons la spécialisation d'un territoire par le fait que la grande majorité des systèmes de production et de valorisation des produits s'inscrivent dans un même modèle de développement. *A contrario*, la diversification des activités dans un territoire renvoie à la présence d'une pluralité de systèmes s'inscrivant dans des modèles de développement aux orientations différentes.

Dans cette introduction de la première partie de l'ouvrage, nous présentons d'abord les évolutions de la controverse « spécialisation *versus* diversification », puis les effets positifs et négatifs de la spécialisation et de la diversification sur les plans socio-économiques puis socio-écologiques. Cet état des lieux du débat nous permet de mettre en évidence que les processus de spécialisation ou de diversification sont encore trop peu étudiés à l'aune des situations de coexistence des modèles agricoles et alimentaires, ce qui ouvre le champ à de nouvelles hypothèses et questions. Dans la seconde partie, nous présentons les trois chapitres de cet ouvrage qui portent sur la spécialisation et la diversification, puis nous en proposons une lecture croisée en fonction du cadre d'analyse des situations de coexistence et des hypothèses générales proposées.

PANORAMA DES CADRES ANALYTIQUES ET DES HYPOTHÈSES

PARADIGME MODERNISATEUR *VERSUS* DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans la seconde partie du *xx*^e siècle, le processus de spécialisation productive a été l'un des moteurs du paradigme modernisateur de l'agriculture. Il a été conforté, dans les pays du Nord, par des mécanismes de stabilisation des prix (Allaire et Daviron, 2019). Le débat entre spécialisation et diversification a émergé depuis les années 1970 avec une forte présence des enjeux sociaux de dépendance et la perte d'autonomie des exploitations agricoles et des espaces ruraux (Kayser, 1992). Toutefois, observer et évaluer la spécialisation requiert des définitions précises et des précautions méthodologiques, compte tenu des différentes échelles d'analyse possibles : exploitations agricoles, territoires ruraux, organisation sectorielle (Mathieu, 1985). Dans les années 2000, la controverse « spécialisation *versus* diversification » a redoublé de vigueur suite à l'entrée en scène de la notion de développement durable, en se centrant sur une question clé : comment concilier la production agricole et la préservation des espaces naturels et de l'utilisation des terres, dans un contexte global de pression exercée sur les ressources et de perte accélérée de la biodiversité ?

ÉCONOMIE D'ÉCHELLE *VERSUS* AUTONOMIE ET RÉSILIENCE

Sur le plan socio-économique, les mérites respectifs des processus de spécialisation et de diversification sont opposés (Mathieu, 1984). La spécialisation de l'espace rural ou des activités productives a été prônée pour les économies d'échelle, l'intégration économique, les bas prix des denrées alimentaires ou encore les externalités d'agglomération (Antoine, 2016). Inversement, la diversification est fréquemment défendue pour les mérites de la complémentarité et de l'autonomie ou de la résilience qui lui seraient associés (Suryanata, 2002 ; Roest *et al.*, 2018). Pour certains, il s'agirait de spécialiser les espaces et les formes de production en vue d'intensifier, tout en corrigeant et en compensant les éventuels effets négatifs d'une telle spécialisation (Pingali, 2012). Pour d'autres, l'intégration des fonctions multiples assignées à l'agriculture avec une diversification des fermes et des paysages est globalement préférable (IPES-Food, 2016). Ce débat peut être étendu à l'organisation de la production alimentaire, à l'organisation de l'espace rural, à l'intensification écologique et à la conservation de l'environnement.

LAND SPARING *VERSUS* LAND SHARING

Sur le plan socio-écologique, la gestion des ressources et du territoire peut s'envisager selon deux idéal-types : « On peut distinguer un premier modèle, qualifié de "ségrégaționniste", séparant ce qui peut être cultivé, de

ce qui ne doit pas l'être du point de vue de la protection de l'environnement, dans lequel il s'agira néanmoins de gérer des processus "naturels". [...] D'un autre point de vue, combiner les fonctions écologiques et productives des agroécosystèmes sur un même territoire, relève d'un modèle que l'on peut qualifier d'"intégrationniste"» (Agrimonde, 2009, p. 31). La première approche divise le territoire entre espaces dédiés à l'agriculture intensive d'une part et à la préservation des milieux naturels d'autre part. La seconde approche invite à concevoir une diversité et une complémentarité de formes d'agriculture qui composeraient des mosaïques écologiques produisant divers services écosystémiques. Ce débat sur la meilleure façon de protéger la nature s'est structuré autour des notions de *land sparing* et de *land sharing*¹ (Green *et al.*, 2005 ; Byerlee *et al.*, 2014). Les tenants du *land sparing* font l'hypothèse qu'une agriculture à haut rendement, pouvant être fondée sur une technologie avancée et des intrants industriels, est la mieux à même de produire sur des surfaces limitées, et par conséquent de préserver durablement de larges réserves naturelles non habitées (Green *et al.*, 2005). À l'inverse, les partisans du *land sharing* ne croient pas à des zones protégées isolées et entourées de régions inhospitalières pour la biodiversité. Selon eux, «pour éviter l'effondrement des écosystèmes, nous devons intégrer la conservation de la biodiversité dans tout le paysage que nous utilisons»² (Kremen et Merenlender, 2018). Une tension existe entre ces deux types d'intervention. Après échanges d'arguments, un compromis a cependant été atteint par les deux courants, selon lequel les deux approches dépendraient en partie de l'échelle (Fischer *et al.*, 2014). Les tenants du *land sparing* conviennent du fait que «*land sparing* et *land sharing* décrivent les deux extrémités d'un continuum d'organisation spatiale intentionnelle de la production alimentaire et de la conservation de la biodiversité : qu'elles soient séparées ou intégrées»³ (Phalan, 2018). Les partisans du *land sharing* reconnaissent l'importance de l'approche traditionnelle à partir des aires protégées, mais ils soutiennent que l'éventail d'outils disponibles pour maintenir la biodiversité dans des espaces plus ou moins anthropisés doit inclure le traitement agroécologique des zones cultivées (Kremen et Merenlender, 2018).

HYPOTHÈSES ET QUESTIONS MAJEURES

Ce bref état des lieux du débat montre que les questions ne sont pas posées en termes de coexistence ou de confrontation de modèles

1. *Land sparing* et *land sharing* peuvent être traduits par «économie de terres» et «partage des terres». Cependant, ces expressions sont rarement traduites dans les écrits français.

2. «To avoid ecosystem collapse, we must integrate biodiversity conservation throughout the landscape we use» (traduction des auteurs).

3. «Land sparing and land sharing describe two ends of a continuum of intentional spatial organisation of food production and biodiversity conservation: whether separated or integrated» (traduction des auteurs).

agricoles et alimentaires dans les territoires, pourtant déterminants des processus de domination ou de diversité, d'agrégation ou de dispersion (des acteurs, des logiques productives, spatiales, etc.). Rappelons qu'une situation de coexistence ou confrontation de modèles agricoles et alimentaires s'examine à l'aune des interactions entre acteurs ou systèmes autour d'objets particuliers dans une scène donnée. Analyser ces interactions apporte un nouvel éclairage sur les processus de spécialisation ou diversification, ce qui nous amène à poser trois hypothèses à tester dans de futures recherches, et des questions associées :

Hypothèse 1 : *spécialisation et diversification ne sont pas toujours en opposition, mais peuvent se succéder, se combiner ou s'emboîter, selon l'échelle (spatiale, temporelle, sociale) considérée.* De fait, les enjeux de spécialisation et de diversification peuvent s'exprimer différemment à l'échelle de l'exploitation, du territoire, de la filière, du bassin de production, etc. L'articulation de ces échelles est essentielle. Comment les systèmes spécialisés sont-ils amenés, afin de perdurer, à prendre en compte et à maintenir une diversité de ressources des territoires ? Comment les trajectoires de diversification réussies empruntent-elles des éléments d'innovation au modèle de la spécialisation ? La diversification des espaces productifs ne repose-t-elle pas sur un certain niveau de spécialisation des exploitations, par exemple en s'appuyant sur des compétences professionnelles acquises pour les déployer vers de nouvelles activités ou de nouveaux marchés ?

Hypothèse 2 : *la diversification et la spécialisation se différencient par des relations de pouvoir différentes.* Quelles sont les formes de pouvoir dans les territoires autour des questions agricoles et alimentaires ? La spécialisation est-elle un processus d'organisation interne ou bien la subordination progressive à une forme organisée de fonctionnement-décision ? La diversification est-elle sous-tendue par une pluralité de pouvoirs dans le territoire ou bien par l'absence d'un projet commun ? Conduit-elle nécessairement à un équilibre plurifonctionnel entre activités ?

Hypothèse 3 : *tant pour la spécialisation que pour la diversification, il existe des évolutions choisies, mais aussi des évolutions subies par les acteurs du territoire.* Les déterminants ne se trouvent pas nécessairement à l'échelle du territoire, car les dynamiques des marchés et des acteurs macroéconomiques (firmes, États) façonnent pour une large part ces processus (van der Ploeg *et al.*, 2008). La diversification, par exemple, peut soit résulter d'une stratégie active et délibérée, soit au contraire refléter de façon passive la carence d'opportunités structurantes. La coexistence des modèles sur un territoire peut se traduire par des conflits, des synergies, mais aussi également par une ignorance ou une tolérance réciproque. Comment la concurrence sur les ressources (terre, eau, travail) cristallise-t-elle les tensions entre ces modèles ? Quels

rôles jouent les représentations qu'ont les acteurs de la spécialisation et de la diversification? Dans quels cas les territoires sont-ils les seuls déterminants des dynamiques de spécialisation ou de diversification?

Les multiples interactions et combinaisons entre spécialisation et diversification, et leurs effets sur les territoires méritent d'être mieux examinés. Ainsi, la prise en compte de la coexistence et des confrontations entre modèles agricoles et alimentaires permet de renouveler le débat sur l'opposition entre spécialisation et diversification des territoires. Elle montre des relations dialectiques entre ces deux processus. Elle conduit surtout à l'exigence de mieux articuler différentes échelles temporelles, spatiales et d'organisation des acteurs.

À L'ÉPREUVE DES TERRAINS

À la suite de cette courte revue de la littérature scientifique et des hypothèses centrales qui en découlent, nous présentons les trois chapitres de cette partie. Ceux-ci analysent les tensions entre spécialisation et diversification dans des situations de coexistence de modèles agricoles et alimentaires dans les territoires. Il s'agit d'abord de deux études de cas sur l'élevage : la première porte sur la production de porcs et de volailles au sud du Brésil, tandis que la seconde compare cinq bassins laitiers en Amérique du Sud et en France. Le dernier chapitre est une réflexion panoramique d'économie territoriale sur la spécialisation de l'Europe agricole et rurale. La synthèse de ces travaux nous amène à proposer une analyse transversale soulignant leurs points communs et divergences.

TROIS ILLUSTRATIONS

Dans le premier chapitre, Claire Cerdan analyse les processus de spécialisation et de diversification des systèmes alimentaires dans l'État de Santa Catarina, au Sud du Brésil. Dans les années 1970, la production intégrée de porcs et de volailles de chair s'est organisée dans une relation gagnant-gagnant entre les agro-industries et une agriculture familiale de polyculture-élevage, avec le soutien des pouvoirs publics et la formation des ouvriers par les industries. Dans les années 1980-1990, les agro-industries, reconnues au niveau international, se sont consolidées par un processus d'intensification, de spécialisation accrue et de concentration des activités. Les agriculteurs ont perdu de leur autonomie et plus des deux tiers des éleveurs de porcs ont disparu en quinze ans. À partir des années 1990, les agro-industries ont mis en œuvre de nouvelles stratégies de diversification au sein du territoire et hors du territoire pour rentabiliser les unités industrielles, tout en diversifiant leur gamme (produits congelés et plats préparés). Des organisations syndicales et des mouvements sociaux ont promu, avec le soutien des pouvoirs publics, des projets de diversification d'agriculteurs exclus du

système intégré ou qui refusaient le modèle d'intégration agro-industriel. Ces projets artisanaux bénéficiaient des connaissances traditionnelles, mais aussi des savoir-faire acquis au cours des années de spécialisation dans les fermes et les industries. L'exclusion d'un grand nombre d'éleveurs a remis en cause l'idée d'un territoire spécialisé par un modèle agro-industriel intégré. Les producteurs ont développé la transformation à petite échelle, tout en continuant d'élever et de fournir des animaux pour le compte de l'industrie. À la fin des années 2000, s'est organisée « une coexistence passive (ou pacifique) entre le modèle agro-industriel et le modèle de production fermière et artisanale ». Cette région a bénéficié de la présence des industries alimentaires pour retenir la population active, contrairement à d'autres régions du Brésil. Cette population est aujourd'hui le principal marché des agro-industries familiales. C. Cerdan considère que cette étude de cas « valide l'hypothèse selon laquelle la diversification et la spécialisation s'inscrivent dans un même processus d'adaptation des espaces productifs au système global ».

Le deuxième chapitre, de Martine Napoléone, Marie Houdart et Guillaume Duteurtre, rend compte de trois itinéraires de développement archétypiques des activités laitières dans cinq territoires ruraux contrastés en Amérique du Sud et en France. Les auteurs s'attachent à dégager les principaux facteurs impactant les dynamiques de spécialisation et de diversification à l'échelle de ces territoires. Ils identifient et caractérisent trois types de bassins laitiers : ceux où dominent des formes industrialisées de développement, relevant d'un modèle de développement globalisé (Salto en Uruguay), ceux où dominent des formes territorialisées, relevant d'un modèle de développement territorialisé (Brasil Novo au Brésil), et ceux où se côtoient différentes formes de développement pouvant relever des deux modèles de développement (Livradois-Forez, Cévennes et Drôme provençale en France). Les auteurs considèrent que les processus de spécialisation et de diversification sont parfois motivés davantage par la demande alimentaire et influencés par les ressources territoriales en présence que par une adaptation au changement global. Ainsi, la spécialisation peut renvoyer à des modèles globalisés (Salto) comme territorialisés (Brasil Novo). Par ailleurs, la coexistence des modèles peut résulter de dynamiques de spécialisation diverses : en France, les différents modèles sont spatialement distribués sur le territoire, alors qu'en Uruguay se superposent un modèle agro-industriel et un modèle territorialisé sur le même espace. Les auteurs montrent également que les trajectoires de diversification ou de spécialisation peuvent être analysées comme le produit de dynamiques marchandes et de l'action d'acteurs stratégiques (firmes, États, organisations professionnelles ou société civile). Après DuPuis et Block (2008), M. Napoléone, M. Houdart et G. Duteurtre confirment que la spécialisation et diversification ne sont pas uniquement une adaptation

au marché globalisé. Finalement, ils catégorisent trois situations : le développement agro-industriel tourné vers la production de « commodités » (produits standards), des dynamiques liées aux demandes des transformateurs agro-industriels pour un positionnement commercial en circuits longs de la grande distribution nationale ou régionale, et enfin une logique territoriale peu connectée aux marchés mondiaux ou à la grande distribution, dans laquelle l'offre laitière du territoire correspond à une demande de relations de proximité. Cependant, ils estiment que « certains territoires sont [...] propices à l'expression de plusieurs formes de développement, d'autres non », selon les caractéristiques des ressources territoriales et des demandes alimentaires.

Dans le troisième chapitre, Frédéric Wallet propose une réflexion panoramique sur l'évolution et la coexistence des modèles productifs agricoles à la lumière des connaissances et des politiques européennes sur la spécialisation régionale. L'auteur rappelle que le prix de l'énergie, la recherche d'économies d'échelle et les critères d'attribution des aides contribuent à expliquer la spécialisation productive française. Celle-ci est marquée par une dissociation géographique des productions végétales et animales, une diminution massive du nombre d'exploitations et une concentration des industries agroalimentaires qui en viennent à capter la valeur ajoutée. F. Wallet souligne que les nombreuses alternatives (circuits courts, agriculture biologique, etc.) au modèle dominant « composent une palette complexe de modèles productifs et de distribution de produits et services alimentaires », ce qui invalide la pertinence des politiques uniformes ou sectorielles. À partir de ce constat, les politiques européennes de développement territorial à l'horizon 2025 ont adopté une logique *place-based*⁴. Ces politiques de « spécialisation et de croissance intelligentes » ambitionnent d'offrir un développement différencié des territoires en fonction de leurs ressources, de leurs capacités technologiques et de leurs modes d'organisation. Il s'agit de favoriser des secteurs d'activités dans lesquels les régions disposent d'un avantage concurrentiel face aux autres, sans pour autant perdre la « variété reliée » (c'est-à-dire les activités interconnectés et complémentaires). Cela consiste à combiner la spécialisation avec une diversité cohérente de secteurs afin de tirer profit des processus de production et de diffusion de connaissances et ainsi stimuler l'innovation entre diverses chaînes de valeur. Cependant, ces stratégies de « spécialisation intelligente » sont plus favorables aux espaces métropolitains qu'aux territoires ruraux, qui peinent à bénéficier des effets d'échelles. La lutte contre les concurrences et spécialisations foncières, d'une part, et des systèmes d'innovation agricole et alimentaire structurés, d'autre part, sont des conditions de réussite des politiques de croissance intelligente dans les

4. Qui concerne le niveau local.

espaces ruraux. F. Wallet discute finalement les processus de coexistence marqués par les dispositifs d'attribution des aides et du foncier, mais aussi par des oppositions entre des systèmes de valeurs des modèles agricoles. Il appelle à l'ajustement des dispositifs de régulation pour réduire les asymétries des ressources, des configurations des marchés et des dispositifs d'intervention publique, qui sont encore nettement favorables à une forme d'agriculture dominante. Ainsi, il affirme que la spécialisation intelligente « ne s'avérera profitable aux chaînes de valeur agricoles et à l'économie rurale qu'à condition de laisser s'exprimer tout le potentiel permis par la coévolution dynamique des différents modèles agricoles et alimentaires ».

LECTURE CROISÉE

Spécialisation et diversification combinées

Ces trois chapitres mobilisent des cadres d'analyse de diverses disciplines, en particulier la géographie rurale, l'agroéconomie et l'économie territoriale. Au-delà de cette diversité, ces chapitres resituent la spécialisation productive et territoriale dans un mouvement historique : depuis 1970 pour C. Cerdan, au plus tôt depuis les années 1930 pour M. Napoléone, M. Houdart et G. Duteurtre, et depuis les années 2000 pour F. Wallet. Pour ce faire, les auteurs proposent diverses approches diachroniques : une trajectoire historique de la région, avec une attention aux relations de pouvoir entre acteurs et aux interactions entre différents modèles de développement (Cerdan), des itinéraires de spécialisation périodisés en séquences en vue de dresser la chronique de la transformation des activités laitières au sein de territoires et d'identifier des facteurs explicatifs (Napoléone *et al.*), l'analyse de l'émergence de modèles agricoles alternatifs et des mutations des politiques de développement territorial (Wallet). Ces perspectives temporelles amènent ces auteurs à souligner, dans chacun des chapitres, qu'il y a différents types de spécialisation : « double processus de spécialisation/diversification » et « spécialisation flexible » (Cerdan), « spécialisation agro-industrielle » et « spécialisation territorialisée » (Napoléone *et al.*), « spécialisation ouverte » et « spécialisation intelligente » (Wallet). Ce faisant, ils confirment notre première hypothèse selon laquelle la *spécialisation et la diversification ne sont pas toujours en opposition, mais peuvent se succéder, se combiner ou s'emboîter, selon l'échelle (spatiale, temporelle, sociale) considérée.*

Choix ou soumission ?

Les trajectoires historiques permettent également aux auteurs de repérer quels ont été les principaux déterminants du processus de spécialisation. Leurs analyses convergent dans une large mesure et désignent la

dérégulation des marchés et l'ouverture des frontières, les aides publiques aux agro-industries favorisant la concentration des chaînes de valeur et l'intégration, l'aménagement du territoire facilitant les flux de commodités, certains réseaux d'acteurs (notamment entre agro-industries) et des investissements privés internationaux. Par ailleurs, M. Napoléone *et al.* soulignent combien les caractéristiques de la demande sont aussi déterminantes de la spécialisation ou de la diversification (commodités pour le commerce international, produits génériques en circuits longs nationaux ou régionaux, produits sous signe de qualité et/ou issus d'un lieu en circuits longs, circuits permettant une proximité entre producteurs et consommateurs). Les logiques sous-jacentes ou explicites de la spécialisation sont la recherche d'une meilleure productivité des facteurs de production par le jeu des économies d'échelle et la réduction des coûts (dans les industries, les structures foncières, le marché des semences, la distribution, etc.).

Les trois chapitres soulignent également l'importance du rôle de l'État dans la spécialisation et la diversification productive et territoriale. Dans l'État du Santa Catarina au Brésil (chapitre de C. Cerdan), les acteurs publics favorisent d'abord la spécialisation par la création d'un centre de recherche spécialisé dans la production agro-industrielle de viande dès 1975. À partir de 1996, ils soutiennent la première foire internationale des industries alimentaires, qui met en lumière le savoir-faire industriel régional et un réseau de prestataires de services. « Cette foire reflète le double processus de spécialisation/diversification en cours dans la région. » Plus tard, les programmes publics et le centre de recherche pour l'agriculture familiale favorisent la professionnalisation des agricultures familiales et la multiplication des unités artisanales, dont certaines sont associées au réseau d'agro-industries. Dans le bassin du Salto en Uruguay (chapitre de M. Napoléone *et al.*), la spécialisation vers un modèle agro-industriel s'opère dans une région enclavée sans tradition laitière grâce au soutien de l'État, qui investit entre les années 1930 et 1980 dans des infrastructures et des industries laitières orientées vers l'approvisionnement en produits standards de la ville de Salto. Par opposition, l'État n'intervient qu'en soutien d'une spécialisation territoriale « horizontale » déjà engagée par les acteurs du bassin laitier de Brasil Novo, au Brésil. En Europe (chapitre de F. Wallet), les critères d'attribution des aides ont largement contribué à la spécialisation territoriale et à la concentration. Par ailleurs, les dispositifs d'intervention équivalents pour tous les territoires ont montré leurs limites. De ce fait, les nouvelles politiques régionales de développement proposent une alternative fondée sur la reconnaissance de l'importance des particularismes régionaux selon un principe de « spécialisation intelligente ». Ainsi, les trois chapitres confirment notre troisième hypothèse selon laquelle *tant*

pour la spécialisation que pour la diversification, il existe des évolutions choisies, mais aussi des évolutions subies par les acteurs du territoire.

Vers des spécialisations modérées ?

Ces trois recherches sont aussi unanimes pour dénoncer les inconvénients d'une spécialisation excessive, notamment les verrouillages sociotechniques par des systèmes de normes et des réseaux d'acteurs constitués lors de la spécialisation (ce qui laisse une place réduite aux alternatives et aux innovations), l'agrandissement des exploitations (qui génère de l'exclusion sociale et économique), la disparition des petites et moyennes entreprises de l'agroalimentaire, la captation d'une part croissante de la valeur ajoutée le long des chaînes de valeur. Mais tout est affaire de mesure. En effet, les trois études promeuvent une spécialisation modérée. C. Cerdan fait l'éloge des synergies entre des industries spécialisées, qui représentent une source d'emplois, et de nombreuses microactivités alternatives. Ces complémentarités ont stabilisé la population active, en zone rurale ou en zones urbaine et périurbaine, qui est aujourd'hui le principal marché des agro-industries familiales. M. Napoléone *et al.* remarquent les bénéfices d'une spécialisation territorialisée des activités à Brasil Novo, au Brésil. Celle-ci s'opère grâce à « des relations horizontales entre différents acteurs qui conduisent leurs activités dans une même logique d'ancrage territorial ». F. Wallet, quant à lui, considère que la « variété reliée », articulant la spécialisation et une diversité d'activités interconnectées et complémentaires, est une voie de développement territorial favorable en Europe, même s'il souligne les nombreuses conditions de réussite de cette « spécialisation intelligente ». Les trois études invitent à approfondir notre deuxième hypothèse selon laquelle *la diversification et la spécialisation se différencient par des relations de pouvoir différentes*. En effet, les trois chapitres montrent que la spécialisation et la diversification peuvent être à la fois un processus d'organisation interne et une subordination à une forme organisée de décision. Ainsi, la spécialisation peut renvoyer à des modèles globalisés comme territorialisés.

La coexistence des modèles ne va pas de soi

Les trois études s'attachent à décrire les interactions entre les modèles agricoles et alimentaires dans leur territoire. Dans l'État de Santa Catarina, C. Cerdan constate qu'il s'agit de relations « gagnant-gagnant » entre les agricultures familiales et les agro-industries dans les années 1970-1980, tandis que les années 1990 donnent l'avantage aux fournisseurs d'équipements, agro-industries et distributeurs de maïs. Les perdants sont alors les éleveurs soumis aux coûts induits par le modèle de production intensif. À partir de la fin des années 2000, s'établissent des solidarités intégrant

des valeurs de développement éthiques et durables dans une coexistence pacifique entre le modèle agro-industriel et le modèle de production fermière et artisanale. M. Napoléone *et al.* montrent que la spécialisation peut conduire à une distribution spatiale sur le territoire des différents modèles agricoles (cas français) ou bien, comme à Salto (Uruguay), se traduire par l'exclusion de certains acteurs du modèle agro-industriel et à une coexistence dans le même territoire. F. Wallet porte son attention, d'une part, sur l'hybridation des pratiques et des ressources et, d'autre part, sur les concurrences dans les dispositifs d'attribution des aides ou du foncier, mais aussi sur les oppositions entre systèmes de valeurs. Il invite à envisager les processus de coexistence dans une perspective de transition et à mettre en place des dispositifs de gouvernance adaptés pour soutenir les initiatives répondant aux enjeux locaux.

CONCLUSION

La diversité des modèles agricoles et alimentaires dans un territoire peut apparaître comme une richesse augmentant les capacités d'innovation et d'initiatives. Cependant, leur coexistence ne garantit pas un développement durable. Comme le souligne F. Wallet, «certaines niches ambitionnent moins de supplanter le modèle agricole industrialisé et globalisé que de s'inscrire dans des logiques de résistance ou de subsistance». Ainsi, la spécialisation modérée et horizontale, qu'elle soit «intelligente» ou «territorialisée», suppose de gérer la coexistence et la confrontation des modèles agricoles et alimentaires, et donc leurs interactions.

Les chapitres de cette partie contribuent à instruire les trois hypothèses majeures que nous proposons, ce qui encourage à les mettre à l'agenda de nos recherches. La recherche sur la coexistence et la confrontation des modèles agricoles et alimentaires renouvelle la compréhension des formes, déterminants et impacts des processus de spécialisation et diversification productives et territoriales. Cependant, ces travaux laissent la porte ouverte à de nouvelles recherches sur des sujets peu étudiés dans cet ouvrage, par exemple pour analyser la spécialisation et la diversification des systèmes socio-écologiques et interroger leur résilience.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Agrimonde (eds), 2009. *Agricultures et alimentation du monde en 2050 : scénarios et défis pour un développement durable*, Rapport du groupe de travail (février 2009), Inra-Cirad, Paris, 194 p.
- Allaire G., Daviron B., 2019. *Ecology, Capitalism and the New Agricultural Economy: The Second Great Transformation*, Routledge, New York, 294 p.
- Antoine A. (ed.), 2016. *Agricultural Specialisation and Rural Patterns of Development*, Brepols Publishers, Turnhout (Belgium), 304 p.

- Byerlee D., Stevenson J., Villoria N., 2014. Does intensification slow crop land expansion or encourage deforestation? *Global Food Security*, 3 (2), 92-98.
- DuPuis E.M., Block D., 2008. Sustainability and scale: US milk-market orders as relocation policy. *Environment and Planning A*, 40 (8), 1987-2005.
- Fischer J., Abson D.J., Butsic V., Chappell M.J., Ekroos J., Hanspach J., Kuemmerle T., Smith H.G., von Wehrden H., 2014. Land sparing versus land sharing: moving forward. *Conservation Letters*, 7 (3), 149-157.
- Green R.E., Cornell S.J., Scharlemann J.P., Balmford A., 2005. Farming and the fate of wild nature. *Science*, 307 (5709), 550-555.
- IPES-Food, 2016. *De l'uniformité à la diversité : changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés*, International Panel of Experts on Sustainable Food Systems, Bruxelles, 110 p.
- Kayser B. (eds), 1992. *Naissance de nouvelles campagnes*, coll. Monde en cours, Éditions de l'Aube/Datar, La Tour d'Aigues (France), 175 p.
- Kremen C., Merenlender A., 2018. Landscapes that work for biodiversity and people. *Science*, 362 (6412), eaau6020.
- Mathieu N., 1984. Mécanismes et limites des processus de spécialisation, diversification de l'espace rural. *Économie rurale*, 162 (1), 31-32.
- Mathieu N., 1985. Un nouveau modèle d'analyse des transformations en cours : la diversification-spécialisation de l'espace rural français. *Économie rurale*, 166 (1), 38-44.
- Phalan B.T., 2018. What have we learned from the land sparing-sharing model? *Sustainability*, 10 (6), 1760.
- Pingali P.L., 2012. Green revolution: impacts, limits, and the path ahead. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 109 (31), 12302-12308.
- Roest K., Ferrari P., Knickel K., 2018. Specialisation and economies of scale or diversification and economies of scope? Assessing different agricultural development pathways. *Journal of Rural Studies*, 59, 222-231.
- Suryanata K., 2002. Diversified agriculture, land use, and agrofood networks in Hawaii. *Economic Geography*, 78 (1), 71-86.
- van der Ploeg J.D., van Broekhuizen R., Brunori G., Sonnino R., Knickel K., Tisenkopfs T., Oostindië H., 2008. Towards a framework for understanding regional rural development. In: *Unfolding Webs-The Dynamics of Regional Rural Development* (van der Ploeg J.D., Marsden T.K., eds), Koninklijke Van Gorcum, Assen (The Netherlands), 1-28.